

# SIGNAL ROUGE

JOURNAL DE LA SECTION DES TRAVAILLEURS DU RAIL DE L'UNION  
DES RÉVOLUTIONNAIRES-COMMUNISTES DE FRANCE  
CONSTRUCTION DU PARTI



[www.urcf.fr](http://www.urcf.fr)

N° 7

JUIN 2015

## **LOI MACRON + RÉFORMISME = DÉRÈGLEMENTATION SOCIALE**

L'obtention du retrait de la loi MACRON nécessite l'intensification de la lutte contre le capitalisme. La privatisation de la SNCF repose sur une déréglementation sociale qui impose une baisse des salaires des cheminots. La loi MACRON va fermer de nombreuses lignes de trains de transport de marchandises pour développer le transport routier. La libéralisation de l'autocar à l'encontre du développement du rail concourt au démantèlement du statut des cheminots. C'est la concurrence entre les travailleurs organisée par la loi MACRON qui va favoriser les avancées de la déréglementation du statut des cheminots. En effet l'éco-taxe, les péages autoroutiers, les embouteillages et la mise en concurrence des chauffeurs sur le plan européen, seront utilisés par le patronat pour baisser les salaires. Quelles en seront les conséquences à la SNCF? Les fermetures de lignes de transport ferroviaire, de gares avec des pertes de correspondances. Cela engage toujours de nouvelles réformes du système ferroviaire: absence de financement, déstructurations et fragilisation du service public national, mise en péril du statut des cheminots avec l'éclatement des structures. Le démantèlement des services ouvre ainsi la voie à de nouvelles privatisations; on évoquera plus tard la pollution des transports routiers et sous le prétexte écologique on réinstallera le ferroutage sous contrôle du Capital avec des salaires encore plus bas et des profits en hausse.

### **Quelles sont les solutions?**

Il est salutaire de lutter contre les réformes de la SNCF en imposant la reconquête du service public par l'éviction des sociétés privées du réseau ferré de France. Ce n'est pas en contournant l'obstacle du Capital comme le fait le PCF que l'on arrêtera la déréglementation sociale et la baisse des salaires. Le PCF appelle à une relance de l'investissement sur le plan Européen et à une relance de la consommation par l'investissement industriel. Il prétend ainsi mobiliser les ressources financières au service du développement social. Or, on ne peut transformer actuellement les conditions sociales du travail sans renverser le capitalisme. L'Etat bourgeois ne baissera jamais la garde dans son combat pour consolider la soumission de la classe ouvrière à la dictature du Capital. Son objectif est d'étendre toutes les activités industrielles et commerciales sur le marché international en les privatisant. Ainsi c'est la loi des monopoles qui constitue l'État de droit pour le Capital, la dimension impérialiste du capitalisme sur la planète ne laisse pas de place à l'aménagement du système et seule la lutte contre le Capital et sa remise en cause changera réellement l'ordre des choses. Il faut développer les luttes de solidarité sur la base des revendications des travailleurs, organiser le bouleversement de l'ordre social pour faire la révolution et construire le socialisme.

# **TET (Trains d'Équilibre du Territoire): UN RAPPORT ACCÉLÉRANT LA CONCURRENCE ET LA PRIVATISATION**

## **PRIVATISATION**

Un rapport a été remis au gouvernement par la commission présidée par Philippe DURON, député socialiste, sur «l'avenir des trains d'équilibre du territoire».

La commission qualifie de «maillon faible» les TET (anciennement Intercités), qui concernent 100.000 voyageurs. Les TET en effet correspondent aux besoins des usagers, accomplissant une mission de service public que la direction de la SNCF, l'U.E. et le gouvernement n'ont eu de cesse d'affaiblir ces dernières années.

Rappelons les faits: matériels obsolètes (32 ans de moyenne d'âge), travaux sur les lignes qui ralentissent le trafic et causent des gênes pour les usagers. Aux missions de service public, la direction et l'État capitaliste opposent la course à la rentabilité financière. Le déficit se monte à 340 millions et est le prétexte à une déréglementation générale. Les 34 lignes de TET sont dans le collimateur de la commission qui préconise «le renforcement du rôle de l'État».

Ce rôle accru de l'État mérite des précisions. Les Partis réformistes (Front de gauche, PCF...) appellent «à l'intervention croissante de l'État», «à sa régulation», à une U.E. sociale. Ils «oublient» ce fait incontournable: l'Etat est l'instrument aux mains des grands groupes capitalistes qui leur permet de fixer aux divers gouvernements de droite ou de "gauche", la stratégie à appliquer!

Cette stratégie est connue: pour réaliser le profit maximum des monopoles, le gouvernement social-démocrate et son prédécesseur UMP cassent toutes les conquêtes sociales obtenues par les luttes et grèves au 20<sup>e</sup> siècle. Le caractère public de la SNCF est ainsi attaqué pan après pan. Ce rôle accru de l'État comme «autorité organisatrice» vise à redéfinir les délégations de service public pour chaque ligne de TET selon leur fréquentation.

Ainsi l'État est appelé à servir «l'ouverture du marché à la concurrence» (2019-2023).

La commission DURON veut casser le monopole de la SNCF en prolongeant l'application de la loi MACRON avec sa concurrence préconisée des autocars. L'État accorderait des «contrats de service public» avec la mise en concurrence. Il s'agirait de «renforcer» un tiers des lignes de TET, «d'adapter» une bonne moitié, «d'abandonner» les lignes restantes (20%).

Par exemple, le Paris-Clermont, le Nantes-Lyon seraient renforcés. Pour les lignes adaptées; le transfert se fera aux régions, il y aura la concurrence du covoiturage et des autocars qui effectueraient certains tronçons du parcours! Enfin sont menacées les lignes Clermont-Nîmes, Paris-Montargis. Les lignes Toulouse-Hendaye, Clermont-Béziers seraient assurées par les cars. Les trains de nuit Paris-Hendaye et Paris-Savoie seraient supprimés.

La commission parlementaire conclut sur la nécessité d'améliorer le matériel (pour environ 3 milliards) mais aussi d'augmenter la productivité (allonger le temps de travail avec moins de personnels) pour faire baisser le déficit à 230 millions en 2023.

Les intérêts des agents et des usagers sont clairement menacés. Nous appelons à l'union entre agents et usagers pour sauver les TET, pour la défense du service public, pour une SNCF unique. La bataille doit porter également sur la défense des emplois (10.000 postes supprimés dans les prochaines années), garantie de la qualité du service.

Ce combat exige la clarté politique, le responsable de tous les maux c'est le capitalisme et sa politique mise en œuvre par ses relais UMP, PS, FN. On ne peut donc se défendre au quotidien sans travailler historiquement au renversement du système d'exploitation par la révolution socialiste.

## BRÈVES

Le 5 mai, des travailleurs de la société de bus CIF (filiale de Keolis) se sont rendus au siège de la SNCF à Saint-Denis. Ils sont en lutte pour les salaires et la qualité du service mise à mal par de nombreuses avaries de matériel. Loin de chercher à discuter ou à répondre aux revendications légitimes, la direction a envoyé les CRS qui ont chassé brutalement les militants. La veille, trois syndicalistes comparaissaient devant le tribunal de Pontoise pour le blocage du site de Goussainville (Val d'Oise). Les travailleurs ont repris le travail le 24, mais restent mobilisés face au mépris de la direction qui n'a accordé que 0,7% d'augmentation.

Le 23, environ 300 personnes ont manifesté à Paimpol (Côtes d'Armor) pour le maintien de la ligne SNCF Paimpol-Guingamp. Celle-ci se trouve dans un état très dégradé, de sorte que les trains doivent rouler à 30 km/h sur certains tronçons. En plus, près de la moitié des TER sont déjà remplacés par des autocars.

Selon la CGT, sur 27,6 millions nécessaires à la rénovation de la ligne, la Région Bretagne a promis d'en financer 40% et l'État 20%. Pour le reste, le maire de Paimpol Jean-Yves de CHAISEMARTIN (UDI), président de la communauté de communes, vice-président départemental chargé de l'équipement du territoire, a promis trois millions, mais en exigeant l'arrêt de la ligne aérienne Lannion-Paris. Un peu comme si, pour conserver le port de pêche, on fermait l'abattoir municipal afin que les gens ne mangent que du poisson.

## PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU FRONT NATIONAL: LA DÉMAGOGIE SOCIALE AU SERVICE DU CAPITAL

Article paru dans *Intervention Communiste* N°128, mai-juin 2015

Le FN réalise des progrès incontestables d'influence dans les couches populaires y compris de la classe ouvrière. Le phénomène existe, sous le capitalisme, de voir des ouvriers soutenir des partis réactionnaires ou des syndiqués dans les centrales de collaboration de classes ... agissant ainsi contre leurs intérêts et leur camp.

Le mécontentement et la colère sont très grands à l'égard des politiques d'austérité menées depuis des décennies, mais les illusions parlementaires existent: «On a essayé la droite puis la gauche... pourquoi pas le FN?»

Le consensus UMP-PS apparaît au grand jour synthétisé par la formule FN de «l'UMPS»... ce qui lui ouvre un important espace politique. Avec la montée du FN, les monopoles ont la capacité de détourner le ras-le-bol des travailleurs en les divisant par la xénophobie et le racisme. L'ennemi, ce ne serait pas le capitaliste mais l'immigré avec ses «privilèges»!

Le FN est ainsi dans sa mission de parti du Capital: détourner les ouvriers de la lutte quotidienne pour améliorer leur sort, pour semer la passivité et l'attente des prochaines échéances électorales! En effet, la social-démocratie a de plus grandes difficultés à user de démagogie sociale.

*Suite de l'article page 4*

# Le programme économique du FN

Les annonces du FN s'inscrivent dans la démagogie électorale correspondant cela au volontarisme de Marine Le Pen (« Nous sommes aux portes du pouvoir »). Les mesures sociales promises visent les catégories populaires les plus modestes et les électeurs âgés : augmentation de 200 euros jusqu'à 1500 euros, augmentation du point d'indice pour les fonctionnaires les plus modestes, hausse des petites pensions et reversions, retraite à 60 ans (40 annuités), baisse de 5% des tarifs gaz, électricité, trains, allocation de solidarité aux personnes âgées.

Le FN se distingue ainsi par son volet «social» des autres partis du Capital PS et UMP. Dans le même temps, le FN prévient : «Nous ne remettons pas en cause l'économie de marché ni les bienfaits de la concurrence si elle est loyale». Ce qui reprend la formule célèbre du Traité de Lisbonne (mouture du TCE, Traité Constitutionnel Européen) rendant l'austérité obligatoire partout dans l'UE. Pour ce faire, le FN va développer la vision fautive de la possibilité d'un capitalisme «national» et d'un «État stratège». Depuis le stade impérialiste du capitalisme et encore plus après la seconde guerre mondiale, les monopoles ont besoin de marchés extérieurs pour réaliser le profit maximum. Il y a là à la fois concurrence accrue entre États et grandes firmes mais aussi interdépendance entre eux. Les campagnes de Montebourg et d'autres relayant M. Le Pen sur le «produire français» «oublie» que la moindre marchandise nécessite le travail ouvrier dans plusieurs pays. Le retour à un capitalisme national est donc une impossibilité matérielle. Prenons la double mesure du FN pour développer ce mythe: le protectionnisme et le

retrait de l'euro. «Fermer les frontières», «taxer les produits étrangers» entraîneront des mesures de rétorsion qui frapperont les marchandises françaises (dont plus exactement les capitaux sont français). Le FN prévoit 97 milliards de dépenses nouvelles et 240 milliards de recettes supplémentaires assurées par une taxe à hauteur de 3% (contribution sociale sur les importations) pour frapper les produits étrangers. Une double conséquence est prévisible : la hausse des prix, puisque dans certains secteurs, seuls des produits étrangers sont disponibles (informatique, téléviseurs ...) et de plus les monopoles chercheront alors d'autres marchés plus rentables!

Telle est la jungle capitaliste.

La sortie de l'euro «négociée» entraînerait une double monnaie: le retour au franc et une monnaie «commune» l'euro. Le nouveau franc entraînerait une dévaluation (prix plus bas à l'exportation), mais sur fond de rétorsions véritables et de vie plus chère pour les travailleurs qui paieront cette dévaluation par de nouvelles mesures d'austérité. L'exemple de la Grande-Bretagne et de la livre-sterling montre que cela n'empêche nullement les travailleurs d'y faire les frais de la crise du capitalisme. Idem pour l'annonce d'un «État stratège» commandant aux entreprises. La théorie marxiste-léniniste de l'État montre que ce sont les monopoles et la classe capitaliste qui dirigent l'État et pas l'inverse. L'intervention de l'État capitaliste continue de s'exercer sous le «néolibéralisme» mais pas comme puissance supérieure mais comme appui des grands groupes pour opérer le transfert de l'argent populaire dans les poches du Capital.

## Pas d'alternative dans le cadre du capitalisme.

Le FN, pour accéder à la direction du pays, prône un aménagement national du capitalisme. Des courants opportunistes se réclamant du communisme mettent également en avant une sortie de l'euro dissociée de la lutte et de la rupture avec le capitalisme. Cet aménagement est impossible compte tenu de la division impérialiste du travail. Aux affaires, le FN oublierait ses promesses et sa gestion économique serait la même que celle de l'UMP et du PS, dictature des monopoles oblige!

Il ne peut y avoir de solutions sociales durables dans le cadre du capitalisme, qu'il soit «national», «social» ou européen. Pour se défendre au quotidien, pour satisfaire nos revendications sans attendre les échéances électorales et les promesses démagogiques, la seule voie est celle des luttes, des grèves, des manifestations. Toutes les conquêtes sociales l'ont été par les luttes de classe.

Les communistes révolutionnaires relient les luttes à la dénonciation du capitalisme et de l'exploitation salariale. Seul le socialisme avec le pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs, la propriété sociale des moyens de production, la planification et la réindustrialisation du pays, la rupture avec toutes les instances impérialistes (UE, OTAN, euro...) garantira le progrès social, la paix, une véritable démocratie populaire.

### BULLETIN DE CONTACT

◇ Je souhaite être informé des initiatives de l'URCF

◇ Je souhaite recevoir les prochains numéros de **SIGNAL ROUGE**

◇ Je m'abonne à *Intervention Communiste*, le journal de l'URCF:

**(1 an (6n°): 19€, Étudiants, privés d'emploi ou de salaire: 10€, Soutien à partir de 30€)**

**NOM:** \_\_\_\_\_ **Prénom:** \_\_\_\_\_

**Adresse:** \_\_\_\_\_

**Code postal:** \_\_\_\_\_ **VILLE:** \_\_\_\_\_

Chèque à l'ordre des "AMIS D'OULIANOV" BP 40084 - 75862 PARIS CEDEX 18